



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage , Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

**Ship Construction, Refit and Related Services/Construction
navale, Radoubs et services connexes**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

6C2, Place du Portage

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet Navire à la coque en aluminium	
Solicitation No. - N° de l'invitation 5P310-180272/A	Date 2018-05-22
Client Reference No. - N° de référence du client 5P310-180272	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$MC-038-26832	
File No. - N° de dossier 038mc.5P310-180272	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-07-03	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Robson, Vicki	Buyer Id - Id de l'acheteur 038mc
Telephone No. - N° de téléphone (613) 286-4376 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU.....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	4
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	4
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	4
2.4 LOIS APPLICABLES	5
2.5 AMÉLIORATIONS APPORTÉES AU BESOIN PENDANT LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....	5
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	5
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	5
3.2 SECTION I : SOUMISSION TECHNIQUE	6
3.3 SECTION II : SOUMISSION FINANCIÈRE.....	6
3.4 SECTION III : ATTESTATIONS.....	7
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	7
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	7
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	10
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	10
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	11
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ..	11
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES	12
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	12
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE.....	12
6.3 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	12
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	13
7.1 BESOIN.....	13
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	13
7.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	13
7.4 DURÉE DU CONTRAT	13
7.5 RESPONSABLES.....	14
7.6 PAIEMENT	15
7.7 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	17
7.8 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	18
7.9 LOIS APPLICABLES	18
7.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	18
7.11 RÉUNION POSTÉRIEURE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	19
7.12 CALENDRIER DE PROJET	19
7.13 PROGRESS REPORT	19
7.14 RÉUNIONS D'AVANCEMENT.....	20
7.15 RÉUNIONS D'EXAMEN DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX	20

N° de l'invitation - Sollicitation No.
5P310-180272

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
038mc

N° de réf. du client - Client Ref. No.
5P310-180272

File No. - N° du dossier

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.16	SACC <i>MANUAL CLAUSES</i>	20
7.17	MANUELS	21
7.18	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	21
7.20	ACCEPTATION	24
ANNEXE « A »		25
	ÉNONCÉ DES BESOINS TECHNIQUES (ÉBT)	25
ANNEXE « B »		26
	ÉTABLISSEMENT DES PRIX	26
ANNEXE «C»		27
	SOUS-TRAITANTS	27
ANNEXE « D »		28
	QUESTIONS DES SOUMISSIONNAIRES ET RÉPONSES DU CANADA.....	28

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;

Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;

Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;

Partie 5 Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;

Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et

Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent le Besoin, la Base de paiement, la liste des sous-traitants, les questions des soumissionnaires et les réponses du Canada.

1.2 Sommaire

1.2.1 Parks Canada a besoin d'un bateau à coque en aluminium de 6,5 à 7 m construit conformément à l'annexe « A » - énoncé technique des exigences.

Le navire à coque en aluminium de 6,5m à 7m doit être livré au plus tard le 24 septembre 2018.

Les soumissionnaires sont encouragés à proposer une livraison plus tôt, si possible:

Bien que la livraison soit demandée pour le _____, la meilleure date de livraison qui peut être offerte est le _____.

Lieu de livraison :

Parc national des Îles-de-la-Baie-Georgienne
2611, route Honey Harbour, route 5 de Muskoka
Honey Harbour (Ontario) P0E 1E0

1.2.2 « Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC). »

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#), (2017-04-27) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 90 jours

2.1.1 Clauses du Guide des CCUA

[B1000T](#)- Condition du matériel – soumission, 2014-06-26
[B3000T](#)- Produits équivalents, 2006-06-16

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **10 jours** civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard **15 jours** avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par le service Connexion postal ou par télécopieur ne seront pas acceptées.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

Section I : Soumission technique

Section II : Soumission financière

Section III : Attestations

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de l'exemplaire papier, le libellé de l'exemplaire papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission en format papier

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

3.2 Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

La soumission technique doit démontrer que le navire sera entièrement en état de navigabilité, utilisable et adapté à tous égards aux fins prévues.

Les soumissionnaires doivent également fournir toute la documentation demandée à **PARTIE 4- 4.1.1.1 Critères techniques obligatoires**

3.3 Section II : Soumission financière

3.3.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la Base de Paiement et les articles suivants. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.3.2 Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.

3.3.3 Prix ferme

Les soumissionnaires doivent indiquer le prix de la soumission, excluant les taxes, pour chacun des éléments de l'**annexe B – Établissement des prix**.

3.3.4 Travaux imprévus

Les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée à l'*Article 7.6.2 - Tarifs d'imputation/Marge bénéficiaire sur le matériel, Base de paiement, Partie 7*.

Les tarifs pour les travaux imprévus seront inclus dans la Base de paiement, mais ils ne compteront pas dans l'évaluation de la soumission.

3.4 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Critères techniques obligatoires (CTO)	
CTO1	<p>Dessins préliminaires</p> <p>Le soumissionnaire doit soumettre une trousse de dessins techniques pour le bateau que le soumissionnaire propose de satisfaire aux exigences du Canada. Les documents suivants doivent être fournis avec la soumission:</p> <ul style="list-style-type: none">1) dispositions générales;2) des dessins de structure montrant un plan du pont, un plan axial et les détails de la construction des membrures;3) un dessin du système d'alimentation de carburant;4) un plan de formes détaillé. <p>Les informations fournies dans les dessins ou les accompagnants doivent indiquer au minimum ce qui suit:</p> <ul style="list-style-type: none">a) Longueur globale;b) l'ébauche du calcul de la stabilité;

	c) le poids lège calculé;
CTO2	<p>Calendrier de projet</p> <p>1. Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit proposer son calendrier de projet préliminaire pour la construction du bateau sous la forme d'un document « MS projet » ou l'équivalent. Le calendrier de projet doit comprendre la structure de répartition des travaux du soumissionnaire, la programmation des principales activités et étapes et tout point pouvant nuire à l'achèvement des travaux.</p> <p>2. Le calendrier du soumissionnaire doit également comprendre une date d'échéance prévue pour chacune des étapes importantes suivantes :</p> <p>a) livraison de matériaux de la coque à l'entrepreneur et le commencement de la construction;</p> <p>b) la coque et le pont complétés mais non fermés afin de permettre une inspection complète de la structure et de la soudure. L'entrepreneur devra fournir une copie papier des certs du matériel et les dessins de construction au responsable technique/inspection 1 semaine avant l'inspection du responsable technique/inspection;</p> <p>c) l'installation de l'armement et l'équipement électrique- 75 % complétée mais l'équipement et les composants doivent avoir été livrés à l'entrepreneur et être disponible pour une inspection complète. L'entrepreneur devra fournir une copie papier de la liste d'équipements et des fournitures électriques au responsable technique/inspection 1 semaine avant l'inspection du responsable technique/inspection;</p> <p>d) livraison des manuels au Canada pour approbation (non moins de 14 jours avant la date prévue pour la livraison du bateau);</p> <p>e) tests et essais de l'entrepreneur et tests et essais requis par l'ÉBT;</p> <p>f) livraison du bateau de travail au Canada pour approbation;</p> <p>g) le début et la fin de la période de garantie de 12 mois</p>
CTO3	<p>Expérience en construction de navires</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir la preuve objective qu'il possède l'expérience éprouvée dans la conception, la production et la livraison de bateaux de taille et de type semblables au bateau faisant l'objet de la présente DP, en fournissant une liste détaillée de ces bateaux (minimum 3 bateaux) au cours des 7 dernières années à partir de la clôture de l'appel d'offre.</p> <p>La liste doit inclure les détails suivants pour chaque navire soumis comme preuve de capacité de construction :</p> <p>(a) plans de la disposition générale;</p> <p>(b) photographies;</p> <p>(c) références;</p> <p>(d) numéros d'identification de la coque.</p> <p>Aux fins de la présente évaluation, les termes de taille et de type semblables sont définis comme suit:</p> <p>Taille semblable : entre 5m et 8 m de longueur;</p> <p>Type semblable : bateau à coque en aluminium, moteur hors-bord</p>

CTO4	Capacité en génie et dessins de construction navale Le soumissionnaire devra produire une preuve tangible qu'il a les capacités à l'interne ou un engagement écrit relativement à la fourniture de services en génie ou de dessins de construction navale pour la durée du contrat, d'un fournisseur qui a de l'expérience et des capacités en matière de projets de construction de bateaux semblables.
CTO5	Sous-traitants Le soumissionnaire doit joindre à sa proposition une liste des contrats de sous-traitance pour la main-d'œuvre ou les matériaux, présentée à l'annexe C, et y fournir le nom et l'adresse de chaque sous-traitant et une description (marque, numéro de modèle) des produits ou services que chacun fournira.
CTO6	Système d'assurance de la qualité de l'entrepreneur Le soumissionnaire devra produire une preuve tangible confirmant qu'il a un programme d'assurance de la qualité, qui sera en place pendant l'exécution des travaux et qui aborde les éléments de contrôle de la qualité ci-dessous. Cette preuve tangible pourra prendre la forme d'un exemplaire du Manuel d'assurance de la qualité du soumissionnaire qui traite de chacun de ces éléments. Le soumissionnaire peut également déposer, pour étude, une preuve d'enregistrement auprès d'un organisme d'assurance de la qualité reconnu, dont le système répond aux exigences minimales ci-après. Sont compris dans les éléments de contrôle de la qualité, au minimum : <ul style="list-style-type: none">- un représentant de la direction- le Manuel d'assurance de la qualité- une description du programme d'assurance de la qualité- l'organisation de l'information sur la qualité- des documents- l'équipement de mesure et d'essai- l'approvisionnement- le plan d'inspection et d'essai- l'inspection d'entrée- l'inspection en cours de fabrication- l'inspection finale- les processus spéciaux- les registres de contrôle de la qualité- la non-conformité- les mesures correctives Les installations du soumissionnaire pourront faire l'objet d'une vérification de l'État ou de son représentant autorisé, avant l'attribution du marché, pour vérifier l'existence d'un système en place conformément à la condition précitée.

CTO7	Plan d'inspection et d'essai (PIE) Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission un échantillon du plan d'inspection et des procédures de mise à l'essai qui seront utilisés pour vérifier, mettre à l'essai et inspecter l'ensemble des composantes et des systèmes des bateaux, et ce, du début des travaux de construction jusqu'à l'achèvement de ceux-ci. Le plan doit : <ul style="list-style-type: none">a) expliquer comment se déroulera l'inspection;b) indiquer qui exécutera l'inspection et appliquera les procédures d'essai;c) indiquer qu'un rapport écrit de l'inspection sera produit;d) préciser qu'auront lieu des essais ou des démonstrations;e) décrire la procédure qui servira à résoudre les problèmes ou à rattraper les retards lors de l'exécution du contrat.
-------------	--

4.1.2 Évaluation financière

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

4.1.2.1 Critères financiers obligatoires

Afin d'être trouvé recevable, le soumissionnaire doit, à la satisfaction du Canada, rencontrer toutes les exigences et fournir tous les renseignements tel que demandé dans la **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS, Section II – Soumission financière**.

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Critères techniques obligatoires

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

Une exigence obligatoire est décrite par les mots « doit », « devrait », « devra », « est requis » ou « est obligatoire ».

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre émis par la Commission des accidents du travail attestant que son compte est en règle, dans les **cinq (5) civils** jours suivant la demande de l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

5.2.3.2 Certification relative au soudage

1. Le soudage doit être effectué par un soudeur approuvé par le Bureau canadien du soudage selon les exigences des normes suivantes de l'Association canadienne de normalisation (CSA) :

CSA W47.2-11, Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium 2.1

2. Avant l'attribution du contrat et dans les **cinq (5) jours civils** suivant la demande écrite de l'autorité contractante, le soumissionnaire retenu doit montrer qu'il possède la reconnaissance de sa qualification en matière de soudage.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Capacité financière

Clause du Guide des CCUA [A9033T](#) (2012-07-16) Capacité financière

6.3 Exigences en matière d'assurance

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à la *Partie 7, clause du contrat subséquent 7.18*.

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Besoin

L'entrepreneur doit livrer à Parcs Canada (1) d'un bateau à coque en aluminium de 6,5 à 7 m. Ces équipements doivent avoir été construits conformément à l'énoncé des besoins techniques (EBT) de l'Annexe « A ».

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

[2030](#) (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.2.2 Conditions générales supplémentaires

[1028](#) (2010-08-16), Construction de navires - prix ferme s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Exigences relatives à la sécurité

Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.4 Durée du contrat

7.4.1 Date de livraison

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard le 24 septembre 2018.

7.4.2 Points de livraison

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison :

Parks Canada
Georgian Bay Islands National Park
2611 Honey Harbour Rd., Muskoka Rd. 5
Honey Harbour, ON
P0E 1E0

7.5 Responsables

7.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom : _____

Titre : _____

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Télécopieur : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.5.2 Chargé de projet

(sera émis lors de l'attribution du contrat)

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Télécopieur : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

N° de l'invitation - Solicitation No.
5P310-180272

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
038mc

N° de réf. du client - Client Ref. No.
5P310-180272

File No. - N° du dossier

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Téléphone : ____ - ____ - ____

Télécopieur : ____ - ____ - ____

Courriel : _____

7.6 Paiement

7.6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme précisé dans l'annexe B, selon un montant total de ____\$. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée sont en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.6.2 Tarifs d'imputation /Marge bénéficiaire sur le matériel

Les tarifs suivants sont inclus dans la Base de paiement doivent demeurer valides pour la durée du contrat.

1. Les tarifs d'imputation précisés ci-après comprennent toutes les catégories de main-d'oeuvre, les ingénieurs et les contremaîtres, ainsi que les frais généraux, les frais de surveillance et la marge bénéficiaire. Les tarifs d'imputation seront utilisés pour établir le prix des travaux imprévus donnant lieu à une prolongation ou à une réduction de la durée des travaux, sauf dans les cas indiqués dans la clause intitulée " Heures supplémentaires " ci-après.

Taux d'imputation - \$/personne/heure

2. Heures supplémentaires

Le Canada pourra, à l'occasion, décider d'autoriser des heures supplémentaires pour les travaux non prévus seulement. Dans ce cas, et si le taux est supérieur au taux horaire, on calculera comme suit le coût des heures de travail :

Taux majoré de moitié : \$/personne/heure

Taux double : \$/personne/heure

3. Le prix des matériaux sera le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajoutée une majoration de 10 % du prix de revient réel des matériaux. Aux fins de tarification des travaux non prévus, les matériaux seront réputés comprendre les contrats de sous-traitance.

7.6.3 Instructions d'expédition- rendu droits acquittés

Les biens doivent être expédiés et livrés au point de destination précisé dans le contrat :

Selon les Incoterms 2000 rendu droits acquittés (DDP), Parc national des Îles-de-la-Baie-Georgienne.

7.6.4 Paiement des carburants, des huiles et des lubrifiants

L'entrepreneur devra fournir et payer l'ensemble des carburants, des huiles et des lubrifiants hydrauliques et autres lubrifiants nécessaires pour charger complètement tous les systèmes nécessaires au fonctionnement de la machinerie et des autres biens d'équipement, de même que pour l'exécution de l'ensemble des essais et des épreuves.

7.6.5 Services d'ingénierie et de supervision sur le terrain

Si les services de représentants du service sur le terrain ou de surveillance sont requis dans le cadre des travaux, le coût de ces services sera compris dans le coût total. L'entrepreneur est responsable de la performance de tous les sous-traitants et des services d'ingénierie et de supervision sur le terrain.

7.6.6 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* C6000C (2017-08-17), Limite de prix

7.6.7 Paiements d'étape

Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier des étapes détaillé dans le contrat et les dispositions de paiement du contrat si :

- a) une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, Demande de paiement progressif, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
- b) toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés;
- c) tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout bien livrable exigé ont été complétés et acceptés par le Canada.

7.6.8 Calendrier des étapes

Le calendrier des étapes pour chaque bateau selon lequel les paiements seront faits en vertu du contrat est comme suit:

No. de l'étape	Description ou Livrable(s)	%	Prix ferme
A	Livraison de matériaux de la coque à l'entrepreneur et commencement des travaux	32%	\$
B	Bateau et manuels techniques livrés et acceptés par le Canada	65%	\$
C	Fin de la période de garantie de 12 mois. Acceptation finale	3%	\$

Les étapes A, B et C doivent être identifiées et incluses dans tous les calendriers de projet.

Le paiement pour la livraison, **étape "B"** est payable par le Canada sur livraison et acceptation du bateau et des manuels moins une retenue du double de la valeur estimée des travaux restants.

La retenue pour les travaux restants est payable par le Canada lorsque les travaux sont terminés et acceptés par le Canada.

Le paiement de la garantie, **étape "C"** est payable par le Canada quand la période de 12 mois est terminée. Le montant payable par le Canada sera le montant total accordé à cette étape moins le montant total de tous travaux entrepris par le Canada pour la réparation des défauts sujets à la garantie.

7.6.9 Travaux non complétés et acceptation

Le responsable de l'inspection, en collaboration avec l'entrepreneur, établira une liste des travaux non complétés à la fin de la période des travaux. Cette liste formera les annexes au document officiel d'acceptation pour le navire. Une réunion suivant la fin du contrat sera organisée par le responsable de l'inspection à la date d'achèvement des travaux pour examiner et signer le formulaire PWGSC-TPSGC 1205, Acceptation. Outre le montant retenu en vertu de la clause de retenue de la garantie, une retenue correspondant au double de la valeur estimative des travaux en cours s'appliquera jusqu'à l'achèvement des travaux.

L'entrepreneur doit remplir le formulaire ci-dessus en 3 exemplaires qui seront distribués par le responsable de l'inspection de la façon suivante :

- a. l'original à l'autorité contractante de TPSGC;
- b. une copie au responsable technique;
- c. une copie à l'entrepreneur.

7.7 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, Demande de paiement progressif.

Chaque demande doit présenter :

- a) toute information exigée sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111;
- b) toute information pertinente détaillée à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales;
- c) la description et la valeur de l'étape réclamée selon la description au contrat;
- d) document d'assurance de la qualité quand applicable et/ou quand demandé par l'autorité contractante.

La taxe sur les produits et les services ou la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH), selon le cas, doit être calculée pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de TPS/TVH à payer, car celle-ci a été réclamée et est payable sous les demandes de paiement progressif précédentes.

L'entrepreneur doit préparer et certifier 1 original et 1 copie 1 de la demande sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, et les envoyer à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat aux fins d'attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux.

L'autorité contractante fera parvenir l'original au responsable technique pour attestation et présentation au Bureau du traitement des paiements pour toutes autres attestations et opérations de paiement.

L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes avant que tous les travaux identifiés sur la demande soient complétés.

7.8 Attestations et renseignements supplémentaires

7.8.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.8.2 Certification relative au soudage

L'entrepreneur doit s'assurer que le soudage est effectué par un soudeur certifié par le Bureau canadien du soudage (BCS) selon les exigences des normes suivantes de l'Association canadienne de normalisation (CSA):

a) CSA W47.2-11, Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium 2.1.

En outre, le soudage doit être effectué conformément aux exigences des dessins et des spécifications qui s'appliquent.

Avant le début de tout travail de fabrication, et à la demande du responsable de l'inspection, l'entrepreneur doit fournir des procédures de soudage approuvées et/ou une liste du personnel qu'il souhaite utiliser pour effectuer les travaux. Cette liste doit préciser les qualifications que possède chaque personne relativement aux procédures de soudage du BCS et doit être accompagnée d'une copie de la certification actuelle de chaque personne en matière de soudure, selon les normes du BCS.

7.8.3 Indemnisation des accidents du travail

L'entrepreneur doit maintenir son compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné pour la durée du contrat.

7.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ (*insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 1028 (2010-08-16), Construction de navires - prix ferme
- c) les conditions générales 2030 (2016-04-04), besoins plus complexes de biens;
- d) l'Annexe « A », Énoncé des besoins techniques;
- e) l'Annexe « B », Établissement des prix;
- f) l'Annexe « C », Sous-traitants;
- g) l'Annexe « D », Questions des soumissionnaires et réponses du Canada
- h) la soumission de l'entrepreneur datée du _____.

7.11 Réunion postérieure d'exécution des travaux

Dans les **3 jours ouvrables** suivant la réception du contrat, l'entrepreneur devra communiquer avec le responsable technique pour organiser une réunion préalable à la production. Cette réunion aura lieu à l'usine de l'entrepreneur. Les frais relatifs à cette réunion préalable à la production doivent être inclus dans le prix de la soumission. Veuillez noter que le Canada assumera les dépenses de voyage et de subsistance des employés du gouvernement.

7.12 Calendrier de projet

1. L'entrepreneur doit fournir un calendrier de projet détaillé sous la forme d'un document MS Project à l'autorité contractante et au responsable technique **5 jours après l'attribution du contrat**. Ce calendrier doit mettre en évidence les échéances précises des étapes énumérées ci-dessous.

2. Le calendrier de l'entrepreneur doit comprendre les dates d'échéances prévues pour chacune des étapes importantes suivantes pour chaque ensemble:

- a) livraison de matériaux de la coque à l'entrepreneur et le commencement de la construction;
- b) la coque et le pont complétés mais non fermés afin de permettre une inspection complète de la structure et de la soudure. L'entrepreneur doit fournir une copie papier des certs du matériel et les dessins de construction au responsable technique/inspection 1 semaine avant l'inspection du responsable technique/inspection;
- c) l'installation de l'armement et l'équipement électrique 75% complétée mais l'équipement et les composants doivent avoir été livrés à l'entrepreneur et être disponible pour une inspection complète. L'entrepreneur doit fournir une copie papier de la liste d'équipements et des fournitures électriques au responsable technique/inspection 1 semaine avant l'inspection du responsable technique/inspection;
- d) livraison des manuels au Canada pour approbation (non moins de 14 jours avant la date prévue pour la livraison du bateau);
- e) tests et essais de l'entrepreneur et tests et essais requis par l'ÉBT;
- f) livraison du bateau de travail au Canada pour approbation;
- g) le début et la fin de la période de garantie de 12 mois.

Note : les manuels techniques ne seront pas retournés.

3. Le calendrier doit être mis à jour régulièrement et être disponible dans les bureaux de l'entrepreneur pour que les représentants du Canada puissent l'examiner afin d'évaluer l'avancement des travaux.

7.13 Progress Report

1. L'entrepreneur doit fournir des rapports mensuels sur l'avancement des travaux au responsable technique et à l'autorité contractante.

2. Le rapport périodique doit comporter deux parties :

a. PARTIE 1 : L'entrepreneur doit répondre aux trois questions suivantes :

- i. le projet progresse-t-il selon le calendrier prévu?
- ii. le projet respecte-t-il le budget prévu?
- iii. le projet est-il libre de toute préoccupation à l'égard de laquelle l'aide ou les conseils du Canada pourraient être requis?

Chaque réponse négative doit être accompagnée d'une explication.

b. PARTIE 2 : Un rapport narratif, concis mais suffisamment détaillé pour permettre au responsable technique d'évaluer l'avancement des travaux, et comprenant au moins :

- i. une description de l'avancement de chacune des tâches et des travaux dans leur ensemble durant la période visée par le rapport. Un nombre suffisant d'esquisses, de diagrammes, de photographies, etc., doit être inclus, s'il y a lieu, afin de décrire l'avancement des travaux.
- ii. une explication de tout écart par rapport au plan de travail.

7.14 Réunions d'avancement

Les réunions d'avancement, présidées par l'autorité contractante, auront lieu aux installations de l'entrepreneur, au besoin, généralement une fois par mois. D'autres réunions pourront également être organisées. L'entrepreneur sera représenté à ces réunions, à tout le moins, par le gestionnaire de contrats (projet), le gestionnaire de la production (superviseur) et le gestionnaire de l'assurance de la qualité. Les réunions d'avancement incorporeront généralement des réunions techniques devant être présidées par le responsable technique.

7.15 Réunions d'examen de l'avancement des travaux

Les réunions d'examen de l'avancement des travaux engloberont l'état du projet dans sa totalité à la date d'examen. L'entrepreneur doit, au minimum, faire état de l'information suivante:

- a. les progrès réalisés jusqu'à maintenant;
- b. tout écart par rapport aux progrès prévus et la mesure corrective à prendre durant la prochaine période de rapport;
- c. une explication générale relativement aux problèmes prévisibles et des propositions de solutions, y compris une évaluation de l'incidence de ces solutions sur le contrat du point de vue des échéanciers, du rendement technique et des risques. La solution proposée doit être accompagnée des précisions quant aux efforts requis et aux conséquences sur le calendrier (registre des risques);
- d. les changements proposés au calendrier;
- e. les progrès à l'égard de mesures de suivi, de problèmes ou d'enjeux particuliers;
- f. les produits livrables présentés avant les réunions d'examen de l'avancement des travaux;
- g. les jalons (techniques et financiers);
- h. les activités planifiées en vue de la prochaine période de rapport;
- i. l'état de tout avis ou demande de modification;
- j. toute modification apportée au Plan de gestion du projet;
- k. toute autre occasion d'affaires convenue entre le CANADA et l'entrepreneur.

7.16 SACC Manual Clauses

<u>B5007C-</u>	Procédures pour modifications de conception ou travaux supplémentaires, 2010-01-11
<u>B9028C-</u>	Accès aux installations et à l'équipement, 2007-05-25
<u>D0018C-</u>	Livraison et déchargement, 2007-11-30
<u>D2000C-</u>	Marquage, 2007-11-30
<u>D2001C-</u>	Etiquetage, 2007-11-30
<u>D9002C-</u>	Ensembles incomplets, 2007-11-30
<u>H4500C-</u>	Droit de rétention - article 427 de la Loi sur les banques, 2010-01-11

7.17 Manuels

1. L'entrepreneur devra obtenir l'ensemble des relevés le donnée, des guides d'instructions et des manuels d'entretien pour la totalité des machines et des biens d'équipement installés sur le navire 14 jours civils avant la livraison des bateaux. Quand les manuels seront approuvés par le Responsable technique (RT), l'entrepreneur fournira 2 copies complètes conformément à l'ÉBT.

2. Dans les cas où le Canada examine les manuels, cet examen n'aura pas pour effet de dégager l'entrepreneur de toute responsabilité en vertu du contrat, ni d'assurer l'exactitude de tous les détails et la qualité d'exécution du navire, ni non plus d'obliger le Canada à accepter, en partie ou en totalité, une unité d'oeuvre réalisée conformément à ces dessins, bons de commande ou manuels, ni de confirmer que cette unité d'oeuvre respecte l'ÉBT.

7.18 Exigences en matière d'assurance

1. L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues aux articles 7.18.1 et 7.18.2 ci-dessous. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

2. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

3. L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les 10 jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.18.1 Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants:

a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.

c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.

d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.

e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.

g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.

h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).

i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de 12 mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

l) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.

m) Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

n) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice

234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en co-défense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette co-défense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

7.18.2 Assurance responsabilité en matière maritime

1. L'entrepreneur doit souscrire une assurance protection et indemnisation mutuelle qui doit comprendre une responsabilité additionnelle en matière de collision et de pollution. L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du groupe international de sociétés d'assurance mutuelle, ou avec un marché fixe, et le montant ne doit pas être inférieur aux limites fixées par la Loi sur la responsabilité en matière maritime, L.C. 2001, ch. 6. La protection doit comprendre les membres d'équipage, s'ils ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail décrite au paragraphe 2 ci-dessous.

2. L'entrepreneur doit souscrire une assurance contre les accidents du travail, qui couvre tous les employés effectuant des travaux conformément aux exigences réglementaires du territoire ou de la province. Ou même, les exigences réglementaires de l'État, de la résidence ou de l'employeur, ayant une autorité sur ces employés. Si la Commission des accidents du travail juge que l'entrepreneur fait l'objet d'une contravention supplémentaire en raison d'un accident causant des blessures ou la mort d'un employé de l'entrepreneur ou sous-traitant, ou découlant de conditions de travail dangereuses, cette contravention doit être aux frais de l'entrepreneur.

3. La police d'assurance protection et indemnisation mutuelle doit comprendre les éléments suivants:

a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

b) Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Le ministère de la Défense nationale et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu en importe la cause.

c) Avis d'annulation: L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de 30 jours en cas d'annulation de la police.

d) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

e) Droits de poursuite : Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit

communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en co-défense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette co-défense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

7.19 Inspection et acceptation

Le responsable technique sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

7.20 Acceptation

1. Le Canada confirmera qu'il accepte le bateau en signant un certificat conforme au formulaire **TPSGC 1105**, lorsque le bateau aura été construit et que tous les essais auront été exécutés de manière satisfaisante. Ce n'est pas parce que ces certificats seront signés que l'entrepreneur sera pour autant dégagé de toutes ses obligations en vertu du contrat.

2. Il est entendu et convenu que lorsque les travaux seront essentiellement achevés et que les parties se seront entendues sur les modalités selon lesquelles l'entrepreneur devra corriger toutes les lacunes, le certificat visé ci-dessus pourra être signé et une déclaration pourra y être jointe pour confirmer que l'entrepreneur a corrigé ces lacunes.

3. Le bateau sera accepté définitivement par le Canada à la fin de la période de garantie de 12 mois et lorsque tous les comptes entre les parties auront été réglés relativement à ce contrat.

N° de l'invitation - Solicitation No.
5P310-180272

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
038mc

N° de réf. du client - Client Ref. No.
5P310-180272

File No. - N° du dossier

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES BESOINS TECHNIQUES (ÉBT)

(attaché)

Énoncé des besoins techniques

Parc national des Îles-de-la-Baie-Georgienne – navire à la coque en aluminium

LISTE DES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

RÉFÉRENCE	TITRE
ASTM F1166	Pratique courante pour la conception technique humaine pour les systèmes, l'équipement et les installations marines
TP 1332	Normes de construction des petits bateaux
ISO 12217	Petit bateau – évaluation et catégorisation de la stabilité et de la flottabilité
ABYC	Normes de l'American Boat and Yacht Council

1.0 APERÇU

1.1 EXIGENCE

- 1.1.1 L'entrepreneur doit concevoir, fabriquer et fournir un bateau à coque en aluminium de 6,5 à 7 mètres conformément à la publication relative à la Sécurité maritime TP 1332 « Normes de construction pour les petits bâtiments » actuelle de la Direction générale de la sécurité maritime de Transports Canada (DGSMTTC) (ci-après appelée TP 1332 DGSMTTC). Le bateau doit avoir une configuration hors-bord à moteur Mercury de 200 hp unique.
- 1.1.2 Le parc national des Îles-de-la-Baie-Georgienne (PNIBG) nécessite un navire en aluminium multifonctions pour les opérations du parc dans la baie Georgienne, dans le secteur de Honey Harbour, en Ontario. Le navire sera utilisé pour de nombreuses fonctions, y compris le transport de personnel. Le navire servira également au transport d'équipement et de matériaux, et nécessitera donc une rampe de chargement à la proue.

2.0 EXIGENCES DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION

À moins d'indication contraire, l'entrepreneur doit fournir tous les composants, tous les matériaux et tout l'équipement.

2.1 CONCEPTION ERGONOMIQUE – GÉNÉRALITÉS

Il faut éviter les conditions de fonctionnement dangereuses en organisant la machinerie et l'équipement de manière sécuritaire, en fournissant des dispositifs de protection au personnel pour tous les dangers électriques, mécaniques et thermiques et en fournissant des dispositifs de protection ou des revêtements pour tout contrôle qui peut être accidentellement activé par contact avec

le personnel. Les facteurs techniques humains pris en compte dans la conception doivent comprendre l'accessibilité, la visibilité, la lisibilité, l'efficacité de l'équipage et le confort pour une gamme de caractéristiques physiques pour des personnes ayant une grandeur approximative de 5 pi à 6,5 pi, portant des vêtements adaptés au froid et de l'équipement qui doit être accessible à des fins d'utilisation, d'inspection, de nettoyage et d'entretien conformément au document ASTM F1166-88.

2.2 VIBRATION

Les bateaux et tous les composants doivent être exempts de vibrations locales qui peuvent mettre en danger l'équipage, endommager la structure, la machinerie ou les systèmes du navire, ou interférer avec le fonctionnement ou l'entretien de la machinerie ou des systèmes de sonar du bateau.

2.2.1 Les fixations pour les composants déplaçables, y compris les articles déplacés à des fins de rangement, de remorquage ou de transport, doivent être fabriquées à l'aide de matériaux résistants afin d'éviter le claquement.

2.2.2 Le desserrage des fixations qui subissent des vibrations doit être évité au moyen de fixations inamovibles, le cas échéant.

2.3 PROTECTION DE L'ÉQUIPEMENT

L'entrepreneur est responsable de l'entretien de tout l'équipement. Toutes les pièces, surtout celles qui ont des surfaces de travail ou des passages pour l'huile de lubrification, doivent être gardées propres et doivent être protégées au cours de la fabrication, de l'entreposage, de l'assemblage et après l'installation.

L'équipement doit être protégé en tout temps de la poussière, de l'humidité ou des corps étrangers et ne doit pas être exposé à des changements rapides de température ou à des températures extrêmes.

2.4 PROPRETÉ DU SITE

Au cours de la construction, tous les copeaux, toutes les rabotures, tous les déchets, toute la poussière et toute l'eau doivent être retirés à la fin du quart de travail ou plus tôt. L'entrepreneur doit s'assurer de prendre des mesures pour éviter l'usure et les dommages dus à la construction et pour éviter la corrosion ou d'autres détériorations. L'équipement subissant le froid doit être drainé, sauf au cours des analyses et des essais. L'équipement doit être nettoyé et protégé de l'environnement avant l'installation.

2.5 SOLIDITÉ STRUCTURELLE

Toutes les structures et tous les composants (coque, pont, sièges, etc.) doivent avoir la force nécessaire pour supporter les charges d'impact latérales et verticales qui sont égales aux conditions des exigences opérationnelles.

2.6 NORMES

Les bateaux doivent être conçus, construits, inspectés et certifiés afin de respecter les exigences des normes, de la réglementation et des codes qui suivent :

- 2.6.1** La Norme de construction pour les petits bâtiments de la réglementation de la Sécurité maritime de Transports Canada (TP 1332) (édition actuelle). Ces normes ISO et ABYC de référence couvrent les exigences liées à la structure, le carburant, l'électricité, la stabilité et le drainage.

2.7 MATÉRIAUX

- 2.7.1 Tous les matériaux doivent résister à la corrosion.
- 2.7.2 Lorsqu'il faut des raccords souples pour les systèmes de direction et de carburant, il faut utiliser un tuyau convenable jumelé à des raccords de type embossé, détachable et réutilisable.
- 2.7.3 Tous les matériaux et tout l'équipement doivent être entreposés installés et testés conformément aux lignes directrices, aux recommandations et aux exigences du fabricant.

2.8 DISPOSITIFS DE FIXATION

- 2.8.1 Tous les dispositifs de fixation doivent être fabriqués à l'aide de matériaux résistants à la corrosion.
- 2.8.2 Lorsque les écrous deviennent inaccessibles après l'assemblage des bateaux, les écrous doivent être récupérés ou ancrés pour permettre le réassemblage et éviter le retour en arrière.
- 2.8.3 Sauf indication contraire, les écrous inamovibles doivent être installés pour éviter le desserrage des dispositifs de fixation en raison des chocs et des vibrations.
- 2.8.4 Les dispositifs de fixation dans les secteurs de trafic sur le pont doivent être encastrés pour éliminer les dangers de chute et d'accrochage.

3.0 EXIGENCES OPÉRATIONNELLES

3.1 GÉNÉRALITÉS

Les bateaux doivent être conçus et construits de manière à faciliter l'entretien et les réparations, à assurer une longue vie et à être facilement soutenus par les établissements et les fournisseurs commerciaux locaux.

- 3.1.1 Les bateaux doivent respecter la norme de conception ISO de catégorie « C ».

3.2 CONDITIONS ENVIRONNEMENTALES

Le bateau est en mesure de fonctionner jour et nuit dans les conditions suivantes :

- 3.2.1 L'intervalle de la température moyenne de l'air ambiant : de -15 °C à 35 °C.
- 3.2.2 Température moyenne de l'eau : de 0 °C à 20 °C.
- 3.2.3 Des vagues pouvant atteindre une hauteur de 1,5 mètre (force Beaufort 4).
- 3.2.4 Une vitesse des vents de 17 à 21 nœuds (force Beaufort 5).

3.3 LANCEMENT, RÉCUPÉRATION ET TRANSPORT

- 3.3.1 Le bateau doit être facilement transportable par la route à l'aide d'une remorque, doit pouvoir être mis à l'eau et récupéré à l'aide d'une remorque aux rampes de mise à l'eau.

3.4 PLAGEAGE

- 3.4.1 Capacité de plageage sur des surfaces molles (sable, terre ou argile) à une vitesse pouvant atteindre 5 nœuds sans endommager la coque.
Capacité de plageage sur des surfaces dures (roc ou béton) à une vitesse pouvant atteindre 3 nœuds sans endommager la coque.

4.0 CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES

4.1 CONFIGURATION GÉNÉRALE

Le navire à la coque en aluminium comprend la timonerie. La proue doit avoir un style vertical. La timonerie doit être située près de l'arrière du bateau pour accommoder la capacité de chargement sur le pont principal. Il faut que la porte d'entrée centrale soit munie d'un pare-brise. Les toiles amovibles doivent s'ajuster parfaitement pour faire en sorte que la timonerie soit complètement couverte lors des intempéries.

4.2 CARACTÉRISTIQUES PARTICULIÈRES DU NAVIRE

- 4.2.1 Longueur totale – entre 6,5 et 7 mètres (excluant les moteurs)
- 4.2.2 Largeur totale – entre 2,4 et 2,8 mètres maximum.
- 4.2.3 Forme de la coque – coque en V.
- 4.2.4 Style du navire – coque en aluminium – pont ouvert.
- 4.2.5 Poupe du navire configurée pour accommoder – moteur hors-bord unique de 200 hp (Mercury).
- 4.2.6 Propulsion (fournie et installée par Parcs Canada) – moteur hors-bord de 200 hp.
- 4.2.7 Bras de chargement de la proue – entre 1,5 et 1,9 mètre.
- 4.2.8 Plancher de l'aire de chargement auto-pompant et antidérapant – 3/16 po d'aluminium minimum.
- 4.2.9 Capacité de chargement – au moins 900 kg.
- 4.2.10 Le navire doit être équipé de six taquets d'amarrage, trois de chaque côté.

4.3 COQUE

Toutes les structures et tous les composants (coque, pont, sièges, etc.) doivent avoir la force nécessaire pour supporter les charges d'impact latérales et verticales associées aux exigences opérationnelles du navire dans des conditions de chargement normales.

- 4.3.1 Navire unique à la coque en V.
- 4.3.2 Angle de relevé de 15 degrés.
- 4.3.3 Classe de la coque minimale – « C ».
- 4.3.4 La forme de la coque ne doit pas nuire au débit de l'eau dans l'appareil de propulsion et elle doit protéger le personnel à bord des éclaboussures et des vagues.
- 4.3.5 La coque doit être en aluminium – une conception de la coque en V entièrement soudée ayant une épaisseur minimale de 3/16 po.

4.4 CONSOLE ET TOIT

- 4.4.1 La timonerie en aluminium occupe toute la largeur du navire et a un pare-brise en verre. La timonerie doit être équipée de fenêtres au cadre en aluminium venant de fournisseurs renommés.
- 4.4.2 Porte d'entrée centrale.
- 4.4.3 Toit en toile amovible (timonerie à toit souple).

4.5 SIÈGES

- 4.5.1 La timonerie doit contenir des sièges pouvant accueillir au moins cinq personnes.
- 4.5.2 Ce bateau doit être équipé de deux (2) sièges maritimes dans la cabine pour l'opérateur et le navigateur. Une banquette est acceptable pour les trois autres personnes.

4.6 RANGEMENT

Les compartiments de rangement pour les petites pièces d'équipement doivent être installés aux endroits où c'est possible sous les sièges et les banquettes.

4.7 SYSTÈME DE PROPULSION

Parcs Canada fournira et installera un moteur hors-bord (200 hp).

4.8 RÉSERVOIR D'ESSENCE

4.8.1 Le navire doit être équipé d'un (1) réservoir d'essence ayant des déflecteurs, le cas échéant.

4.8.2 Le réservoir d'essence doit être interne et fixe, et il doit avoir une capacité minimale totale de 175 litres.

4.9 SYSTÈME ÉLECTRIQUE

Tout l'équipement et tous les matériaux électriques doivent être étanches et installés conformément aux spécifications du fabricant.

Voici ce que doit comprendre le système :

- a) Feux de position
- b) Instruments
- c) Pompes de cale (automatiques et manuelles)
- d) Espace dans le panneau pour les systèmes électroniques
- e) Espace dans le panneau pour les systèmes de communication

L'équipement électrique doit être facilement accessible à des fins d'entretien.

4.10 Documents requis

Parcs Canada, plus particulièrement l'unité de gestion de la Baie Georgienne et de l'Est de l'Ontario, est en train de renouveler sa flotte de navires. Dans le cadre de ce renouvellement, nous désirons obtenir des documents supplémentaires pour tout nouveau navire :

4.10.1 Une plaque du constructeur doit être fixée sur le navire à un endroit facilement visible.

4.10.2 Le livret de stabilité du fabricant.

4.10.3 Les paramètres et les devis de conception de la coque.

4.11 Lieu de livraison

Avant l'expédition, le navire doit être propre, protégé et couvert adéquatement. Le navire doit être livré à l'adresse suivante :

Parc national des Îles-de-la-Baie-Georgienne
2611, route Honey Harbour, route 5 de Muskoka
Honey Harbour (Ontario) P0E 1E0

N° de l'invitation - Sollicitation No.
5P310-180272

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
038mc

N° de réf. du client - Client Ref. No.
5P310-180272

File No. - N° du dossier

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « B »

ÉTABLISSEMENT DES PRIX

B1: Prix Ferme (CAD\$)

B1.1: Un (1) navire à coque en aluminium de 6,5 à 7,0 m construit conformément à
Annexe « A » et « Annexe D ».

\$ _____

B1.2: Coûts de transport pour la livraison de 1 embarcation FAB à l'endroit suivant:

Parc national des Îles-de-la-Baie-Georgienne
2611, route Honey Harbour, route 5 de Muskoka
Honey Harbour, ON
P0E 1E0

\$ _____

TOTAL (TPS ET TVH EN SUS)

\$ _____

N° de l'invitation - Solicitation No.
5P310-180272

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
038mc

N° de réf. du client - Client Ref. No.
5P310-180272

File No. - N° du dossier

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE «C»

SOUS-TRAITANTS

Caractéristique du produit	Description des biens/services (y compris la marque, le numéro de modèle, selon le cas)	Nom du fournisseur	Adresse du fournisseur

N° de l'invitation - Solicitation No.
5P310-180272

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
038mc

N° de réf. du client - Client Ref. No.
5P310-180272

File No. - N° du dossier

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « D »

QUESTIONS DES SOUMISSIONNAIRES ET RÉPONSES DU CANADA

Complété and actualisé durant la période de soumission.